

L'Helvétistan suscite un malaise chez les sénateurs

Droits humains Le conseiller aux Etats Dick Marty dénonce l'ambiguïté face aux dictatures
Yves Petignat, Berne

Et si les soulèvements populaires d'Afrique du Nord se propageaient dans d'autres pays musulmans du fameux «Helvétistan», ce groupe de pays représentés par la Suisse au conseil d'administration du FMI et de la Banque mondiale? La question a surgi mercredi au Conseil des Etats, qui débattait de la politique étrangère de la Suisse sous l'émotion des événements de Tunisie, d'Egypte et de Libye. Mais sans que la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey se risque à aborder la question.

«Compromissions»

L'ambiguïté de la position suisse, qui se réclame des droits de l'homme, a été soulevée par plusieurs orateurs. C'est le conseiller aux Etats Dick Marty (PLR/TI) qui a été le plus direct sur la question: «Est-il vraiment digne que la Suisse doive son siège aux institutions de Bretton Woods à des pays qui sont des dictatures, des pays où les droits de l'homme sont totalement ignorés, bafoués? Nous donnons une caution à ces pays, une certaine légitimité à ces gouvernements», s'est insurgé le sénateur tessinois, qui a dénoncé le double langage qui caractérise «un peu trop souvent notre pays».

Interrogé par *Le Temps*, Dick Marty n'hésite pas à dire qu'à son avis la Suisse aurait tout à gagner, en termes d'image et de crédibilité comme avocate des droits de l'homme, à renoncer à ce siège qui la contraint à des compromissions avec des dictateurs.

Créé sous l'impulsion du ministre des Finances socialiste Otto Stich, ce groupe de vote comprend, en plus de la Pologne et de la Serbie, des pays de l'ancienne Union soviétique où la démocratie est en difficulté: Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan.

Faut-il attendre que les dictatures tombent pour bloquer les fonds de dirigeants que l'on sait manifestement corrompus? se sont interrogés Didier Berberat (PS/NE) et Liliane Maury Pasquier (PS/GE).

Selon le président de la Commission des affaires extérieures, Eugen David (PDC/SG), deux tiers des Etats du monde connaissent des régimes plus ou moins autoritaires. Les isoler ne changerait rien. Mieux vaut agir de manière pragmatique, d'une part pour défendre les intérêts de la Suisse, d'autre part parce que commercer avec eux, c'est aussi dialoguer, selon lui.